

ISMAIL FERHAT

Des discriminations sous-estimées ?

**Les musulmans
en France**

préface de Frédéric Potier

LA PETITE
BOÎTE
À UTILS

Fondation
Jean Jaurès



l'aube

DES DISCRIMINATIONS
SOUS-ESTIMÉES ?

Collection *Monde en cours*
Série *La petite boîte à outils*

Dans la même série :
Jean Viard, *Un nouvel âge jeune ?*
Devenir adulte en société mobile

© Éditions de l'Aube
et Fondation Jean-Jaurès, 2020
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-3791-7

Ismail Ferhat

Des discriminations sous-estimées ?

Les musulmans en France

Préface de Frédéric Potier

*éditions de l'aube
fondation jean-jaurès*

Préface

Lorsque la Fondation Jean-Jaurès est venue proposer l'été 2019 à la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah) de réaliser une enquête sur le racisme et les discriminations envers les musulmans résidant en France, je n'ai pas hésité longtemps avant d'accepter.

Le sujet est évidemment délicat, voire – comme le rappelle Ismail Ferhat – explosif depuis l'affaire des collégiennes voilées de Creil en 1989. Il est hélas également très peu documenté. Les rares chiffres diffusés dans les médias proviennent le plus

souvent d'associations utilisant une méthodologie opaque et contestable reposant sur les seules déclarations de victimes – ou de supposées victimes. Pour dire les choses clairement, une certaine mouvance associative défend l'idée que la société française serait structurellement « islamophobe ». Difficile d'appuyer une telle assertion sur des « enquêtes » qui qualifient d'islamophobes des actes des services de l'État qui ne sont que l'application du principe de laïcité (je pense aux refus du port de signes religieux ostentatoires dans les classes) ou de protection de l'ordre public (fermeture de mosquées islamistes ou expulsion d'imams prêchant la haine). Le concept est définitivement trop flou et trop ambigu. Derrière la revendication de son usage se cache souvent, en effet, un agenda très politique visant à réintroduire insidieusement dans le droit français le délit de blasphème. Les lignes de fracture

apparues au début de l'année 2020 à l'occasion de l'affaire Mila, du nom de cette jeune fille qui avait tenu sur les réseaux sociaux des propos insultants à l'égard de l'islam – mais non des croyants –, montrent bien que ce risque n'est pas nul. Je préfère donc utiliser, tout comme la Commission européenne du reste, l'expression de racisme ou de haine antimusulmans.

Tout l'intérêt de l'enquête réalisée par l'Ifop sur un échantillon de 1 007 personnes de quinze ans et plus se déclarant musulmanes au cours de l'été 2019 est d'essayer d'objectiver la réalité de la haine et des discriminations envers les musulmans de France. 40 % des personnes interrogées estiment avoir été victimes d'un comportement raciste au cours des cinq dernières années, contre 17 % des non-musulmans. Ce chiffre, impressionnant, recouvre cependant des réalités différentes. Les musulmans en France ne constituent en effet pas

un bloc homogène. Les personnes d'origine subsaharienne interprètent par exemple les atteintes dont elles font l'objet comme des atteintes liées à la couleur de peau, tandis que les personnes originaires du Maghreb y voient des discriminations liées à la religion. L'honnêteté et la rigueur obligent à reconnaître qu'il n'est pas toujours facile de bien distinguer les sources de discrimination et que les facteurs raciaux et religieux peuvent se cumuler dans une même situation. Comme le souligne Ismail Ferhat, une jeune femme voilée peut être à la fois discriminée pour des critères liés à son genre, à ses origines et à sa religion. Rappelons aussi que cette enquête est une étude de perception, donc forcément subjective, et que certaines précautions doivent guider sa lecture.

Elle fournit cependant des éléments très intéressants. Les musulmans sont plus nombreux (24 %)